

Les effets de la volatilité des prix sur le comportement des producteurs agricoles dans le contexte des pays en développement : le cas du Burkina Faso

Projet de recherche

Thibault GIBERT - 2012

Contexte et enjeux

Les prix des denrées alimentaires sont fréquemment sujets à de forte hausse. En 2010-2011, les prix de certains de ces produits se sont « envolés », les cours ayant dépassé ceux enregistrés durant la crise alimentaire de 2007-2008, flambée des prix qui avait alors fait passer le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde au-dessus de la barre du milliard, soit un sixième de la population mondiale (Oxfam International, 2012). Ce niveau élevé des prix fait craindre une nouvelle crise alimentaire majeure en 2012 et font prendre plus pleinement conscience des enjeux déjà cruciaux que sont la sécurité alimentaire et la faim, en particulier dans les pays en développement. En effet, cette envolée des prix menace tout particulièrement les pays en développement déjà gravement touchés par la faim et la pauvreté et explicite la nécessité d'une souveraineté alimentaire de ces pays, autonomie qui va forcément de pair avec un développement du secteur agricole, enjeu primordial pour les pays en développement.

Paradoxalement, ces hausses « ponctuelles » des prix ne profitent pas forcément aux agriculteurs, exploitants ... en effet selon la FAO, les trois quarts des pauvres vivent en milieu rural et la majorité de ceux qui souffrent de la faim sont des paysans des pays en développement. Si la hausse des prix est synonyme de perte de pouvoir d'achat pour les consommateurs qui sont d'autant plus touchés et vulnérables que leur situation est précaire et que l'autonomie alimentaire de leur pays est faible, elle n'est pas synonyme pour autant d'opportunité pour de nombreux agriculteurs et cela pour diverses raisons historiques, physiques, socio-économiques mais aussi politiques.

Un certain nombre d'agriculteurs ne sont pas en mesure de tirer profit de la hausse des prix pour des questions « matérielles ». La révolution agricole contemporaine et la révolution verte n'a pas profité à tous de façon similaire, des centaines de millions de paysans de par le monde n'ont pu accéder à un certain nombre de moyens de productions efficace mais coûteux. Dans son ouvrage « La fracture agricole et alimentaire mondiale » (2006) Marcel Mazoyer rappelle que pour 1.34 milliard d'actifs agricoles dans le monde on ne compte que 2% de tracteurs et 19% d'animaux de travail, autrement dit quatre cinquième des agriculteurs travaillent exclusivement avec des outils manuels. Il en est de même concernant l'accès aux produits phytosanitaires, semences sélectionnées et autres intrants destinés à l'amélioration de la productivité/production, dont les inégalités en termes d'appropriation par les exploitants sont autant importantes. La capacité de stockage des denrées et la disponibilité des infrastructures permettant l'accès aux marchés sont aussi très hétérogènes selon l'exploitation, la région, le pays. Ainsi, les gains de productivité disparates dus à ces révolutions agricoles associées à une mondialisation des échanges portée par la libéralisation du commerce international elle-même permise par l'amélioration des moyens de transports et les politiques agricoles ont eu comme conséquence une baisse des prix répercutée dans presque tous les pays entraînant une stagnation du développement des activités agricoles et créant par la suite les conditions de l'appauvrissement des exploitants sous-équipés et donc soumis à une concurrence « déloyale » tant nationale qu'internationale.

A ces questions d'accessibilité aux équipements, infrastructures s'ajoutent d'autres problématiques et incertitudes toutes sensiblement corrélées, liées à des conflits, à l'accès à la terre, à l'eau, à des événements naturels... (Service d'édition en langues nationales du Burkina Faso - SEDELAN-), à la volatilité des prix des matières premières entraînant une variabilité des coûts de production et des recettes agricoles, à l'absence d'influence sur les prix de nombreux paysans, qui n'ont, dans les pays en développement, souvent qu'un seul acheteur...

Comme dans la majorité des exploitations d'Afrique de l'ouest, l'agriculture au Burkina Faso est une agriculture essentiellement de type familiale possédant une activité diversifiée (polyculture) mais peu mécanisée et « professionnalisée ». L'agriculture est l'une des principales activités au Burkina Faso, comptant près de 80% des emplois ruraux et 85% de la population active et représentant 40% du PIB. Elle répond à 65% des besoins de la population pour les produits stratégiques par la fourniture des céréales, des oléo-protéagineux, des produits animaux, des produits agroforestiers et halieutiques (Service d'édition en langues nationales du Burkina Faso ; MAHRH, 2009). Cette agriculture fait face à de nombreux enjeux dont l'objectif final est de permettre à ceux qui la pratiquent et à l'ensemble de la population de subvenir de façon autonome à ses principaux besoins alimentaires. Pour atteindre cette souveraineté et sécurité alimentaire l'agriculture au Burkina Faso doit se développer et s'adapter en faisant face aux incertitudes et contraintes auxquelles elle est soumise.

L'ensemble de ces constatations maintiennent la question de la volatilité des prix au cœur du débat concernant la souveraineté, la sécurité alimentaire et plus précisément le développement de l'activité agricole dans les pays en développement. En effet, ce n'est pas tant le niveau élevé des prix mais leur volatilité qui représente un des défis majeurs. Les produits agricoles et alimentaires ont la particularité d'être consommés en majorité sur leur territoire de production, ainsi les échanges internationaux ne représentent que 10 à 30% (selon le produit) de la production et de la consommation mondiale et leurs cours sont sujets à de longues périodes de baisse alternant avec de courtes périodes de hausse (OCDE ; FAO). Ces marchés se trouvent alimentés par l'offre des pays en développement exportateurs où la pauvreté et la sous-consommation prédominent et parallèlement par la demande réduite des pays importateurs à faible revenu où la pauvreté et la sous-consommation prévalent (Marcel Mazoyer, 2006). Ainsi l'une des principales incertitudes réside dans la volatilité des prix, plus explicitement l'évolution des cours quasi-imprévisible empêchant les consommateurs de compter sur des prix stables et rendant très difficiles les anticipations et donc l'adaptation des producteurs qui se retrouvent dans l'incapacité de planifier sereinement leurs investissements, investissements à la base du développement du secteur et de l'autonomie alimentaire.

Problématique et hypothèses

Quels sont les effets de la volatilité des prix des intrants et des productions sur le comportement des producteurs agricoles dans les pays en développement ? Quel impact à l'incertitude commerciale, en aval sur les marchés de produits agricoles, et en amont sur les marchés de facteurs de production sur la marge de manœuvre (capacité) et les décisions de production et d'investissement des producteurs ?

L'hypothèse centrale est que l'activité agricole est soumise à un certain nombre d'incertitudes, de contraintes et ce de façon différente selon le type d'exploitation, la taille, la localisation, le processus de production, le produit... et que ces incertitudes, notamment celles associées à la volatilité des prix, ont un impact sur le comportement des producteurs et donc sur l'investissement. La littérature théorique sur les liens entre risque et investissement en agriculture a comme conclusion principale qu'en l'absence de marché de l'assurance donc en situation d'incertitude « non couverte » un ménage agricole averse au risque (« risquophobe ») est à priori moins enclin à investir dans son système de production et est donc contraint au sous-investissement. La relation entre confiance-investissement-production et volatilité est donc à priori négative, suivant la logique que la volatilité des prix est source d'incertitude rendant très difficiles les anticipations et donc l'adaptation des producteurs qui se retrouvent dans l'incapacité de planifier sereinement leurs investissements. L'information, la confiance et l'incertitude sont donc des éléments déterminants des décisions prises par les agriculteurs.

-Le développement d'une activité agricole et les investissements associés dépendent avant tout de la capacité de l'activité à dégager un excédent permettant ces dits investissements mais aussi de la disponibilité et de l'accessibilité des facteurs nécessaires au changement, à l'innovation agricole et de la capacité d'adaptation de l'exploitant et de l'exploitation.

-Incertaines sur les conditions de production et de marché

La qualité et la quantité produites résultent d'un ensemble de facteurs non connus avec certitude par les agriculteurs. La production agricole dépend étroitement d'événements naturels non contrôlés comme la grêle, le gel, la sécheresse, etc. Au Burkina Faso, l'agriculture est essentiellement pluviale et dépend ainsi très fortement de la fréquence des précipitations et sécheresses qui restent imprévisibles.

Les prix du marché des intrants et productions ne sont jamais connus au moment où les décisions de production doivent être prises.

-Incertaines politico-institutionnelles-administratives

L'accès à la terre et la « sécurité » foncière sont des facteurs importants dans la décision d'investissement destiné à l'augmentation des capacités productives. Cette incertitude renvoie à la notion de confiance dans les institutions et pouvoirs publics (absence de continuité de la politique publique, changements réglementaires...).

Cadre d'analyse

La volatilité des prix agricoles est un type de risque prix particulier. Elle est définie par «des variations d'une ampleur et d'une fréquence telle» qu'elles deviennent problématiques car ne peuvent être anticipées et «outrepassent la capacité d'adaptation des producteurs et des consommateurs» (OECD 1982). Différents modèles théoriques ont été formulés, selon que les producteurs ont des systèmes d'anticipations naïves ou rationnelles (Moschini et Hennessy, 2001). Les exploitants sont supposés intentionnellement rationnels, mais seulement de façon limitée due à l'incomplétude de leurs connaissances concernant ce qui compose leurs environnements stratégiques. Ainsi, le risque prix amène les producteurs à minimiser les risques et ce par différents moyens (diversification, limitation des intrants, recherche d'autosuffisance alimentaire (Fafchamps, 1992). Les «stratégies» des producteurs peuvent être synthétisées par une stratégie d'intensification de la production à court terme et de l'investissement agricole à long terme suivant le principe qu'à court terme, la quantité de capital est fixe et que seule l'utilisation plus intensive de ce dit capital existant où l'augmentation de la main d'œuvre peut permettre l'intensification de la production. La volatilité des prix (amont/aval) est donc supposée avoir des conséquences à court et long terme sur le développement d'une exploitation agricole et peut être mesurée à court terme par les choix d'adaptation de la production et donc d'utilisation des facteurs de production par les agriculteurs et à long terme par les investissements réalisés.

D'un point de vue empirique, cette relation n'est pas clairement établie et représente une piste importante pour la compréhension de l'environnement des agriculteurs africains et pour permettre d'apporter des éléments concernant les adaptations nécessaires de l'agriculture africaine en vue de lui permettre de faire face à ses défis. Cette lacune en termes de démonstration empirique s'explique par les difficultés dont est sujet la mesure du risque entre les individus tant du point de vue de la façon dont il doit être mesuré que dans la mise en œuvre de sa mesure. D'autre part, les variations du risque provenant des différents facteurs (Incertitudes sur les conditions de production et de marché, Incertitudes politico-institutio-administratives) sont difficiles à distinguer. Enfin, la mesure du niveau d'aversion au risque des producteurs pose problème, cette aversion pouvant varier même à l'intérieur d'un groupe d'agriculteurs relativement homogène (Moschini et Hennessy, 2001).

Méthodologie

Afin d'établir un lien entre volatilité des prix et comportements des producteurs sera réalisé :

- dans un premier temps une modélisation théorique du comportement des producteurs en situation de risque prix dans le cas de marché imparfait.
- dans un deuxième temps un travail de caractérisation du risque prix au Burkina Faso.
- dans un troisième temps une évaluation économétrique du comportement des producteurs agricoles en situation de risque prix au Burkina Faso.

Compétences

Titulaire du master ingénierie des projets et des politiques publiques (mention analyse et politiques publiques, co-habilité avec l'IAMM-CIHEAM) de la faculté de science économique j'ai acquis des savoirs et compétences théoriques et appliqués en microéconomie et en économétrie.